

120

cheur, acteur et expert national, discute les cadres théoriques et méthodologiques de la notion de gouvernance appliquée à Madagascar. Il part de l'hypothèse forte que les problèmes de gouvernance sont à l'origine de la dégradation des ressources naturelles et qu'ils dépassent le cadre strict des politiques de conservation. Il mobilise dans une discussion stimulante le concept d'institution pour interroger le comportement individuel et collectif des acteurs politiques et lui adjoindre une « rationalité contextuelle ou sociale » trop souvent occultée au profit d'une seule rationalité économique. Cela le conduit à introduire la notion de « gouvernance informelle », pour qualifier la logique de l'action des acteurs du Sud. En soulignant les dérives existantes entre les pratiques et les normes, il nous offre une analyse sensible aux situations contextuelle des acteurs et à leur capacité à gouverner.

Enfin, Estienne Rodary propose une focale sur l'analyse des relations entre l'Afrique du Sud et Madagascar et de leurs relations de proximité et de distance. Les jeux d'acteurs héritent, selon lui, de l'histoire de leur propre pays et de leurs stratégies d'alliance avec les grandes puissances économiques. Les logiques post-coloniales françaises sont confrontées aux ambitions anglo-saxonnes dans le cadre de la mondialisation aiguisant de part et d'autre les enjeux pour l'accès au contrôle des ressources. L'approche environnementale des politiques trans-nationales d'aide publique au développement et de conservation. Ce dialogue Sud-Sud est riche de rapports culturels. Un dialogue qui est une voie

PP. 127-153 in  
Géopolitique et environnement :  
Les leçons de l'expérience malgache  
édité by (dir.) :  
Herve Rakoto RAMIARANTSOA  
Chantal BLANC PAMARD  
Florence PINTOU  
Marseille, IRD Éditions, 2012

# L'écologie politique et la question environnementale malgache

Christian A. KULL

## Introduction

Il arrive qu'un thème ou une approche singulière capte l'imagination d'une génération de chercheurs pour devenir un paradigme majeur. Tel est le cas de « l'écologie politique ». Alors que le nom peut laisser penser à une sorte d'écologisme politisé ou d'activisme vert<sup>46</sup>, l'écologie politique à laquelle nous faisons référence se rapporte à une approche et une philosophie particulière qui spécifient les études des interactions entre la société et l'environnement. Elle cherche à dépasser les études apolitiques et techniques des problèmes environnementaux afin de prendre en compte les effets importants des relations de pouvoir, des structures d'accès aux ressources, et du discours. Issu des universitaires

<sup>46</sup> L'écologie politique scientifique (*the political ecology research approach*) peut être confondue avec l'autre acception du terme, qui désigne un activisme vert ou environnementalisme politique. Le terme a été utilisé en ce sens par les activistes des années 1970 et dans des livres récents émanant d'universitaires français (WHITESIDE, 2002 ; RODARY et LEFÈVRE, 2008).

res anglophones depuis les années 1980, l'approche est de plus en plus reconnue dans le monde francophone. À Madagascar, en raison de la forte présence anglophone dans le secteur de l'environnement, un corpus important de recherche en écologie politique s'est développé depuis presque vingt ans. Nous tentons d'identifier, en nous appuyant sur une revue de la littérature, les principales contributions d'écologie politique à Madagascar, et proposons quelques pistes pour l'avenir.

## La *Political Ecology*, une approche récente en sciences sociales

La recherche en écologie politique s'intéresse à la façon dont les sociétés et les individus – dans leurs divergences d'intérêts, leur bagage culturel distinct et leur rapport au pouvoir – organisent, construisent et interagissent avec le monde naturel. L'approche multidisciplinaire s'appuie sur le principe de prendre en compte une grande variété de facteurs suivant une gamme allant des processus écologiques aux incitations du marché, des « ceillères » idéologiques aux structures de l'accès aux ressources, afin de mieux comprendre les situations. Cette approche repose habituellement sur une association de méthodes empruntées à l'analyse des communautés locales, des organismes et institutions de développement ainsi que sur la consultation d'archives ; elle inclut aussi parfois des méthodes écologiques ou de télédétection. Elle offre un regard sensible à la fois aux situations « sur le terrain » et aux liens avec les pouvoirs internationaux.

La plupart de ceux qui ont adopté cette approche, l'ont fait dans le double but d'une société plus juste et d'une gestion plus durable de l'environnement. La posture découle en partie d'une frustration liée à la manière dont les études sur l'environnement, sur la gestion des ressources et sur les cultures du tiers monde en ignoraient le contexte social, politique et économique. *Land Degradation and Society* de Piers BLAKIE et Harold BROOKFIELD (1987) est un texte classique qui fusionne le travail d'un écologue culturel et d'un économiste politique. Ce livre démontre que l'érosion du sol n'est pas uniquement la résultante technique de pra-

tiques de gestion des terres. Il recherche aussi les raisons historiques, sociales, politiques ou démographiques qui font que les gens choisissent de (ou sont poussés à) recourir à ces pratiques. Des travaux sur la famine et les réformes agraires (WATTS, 1983), sur les conflits agriculteurs/éleveurs (BASSETT, 1988), sur la gestion des forêts par l'État et l'extraction des ressources (PELUSO, 1992) ont révélé d'autres praticiens de la première heure en écologie politique qui sont devenus des référents dans le champ de ce récent paradigme.

Depuis le début des années 1990, l'approche a pris de l'ampleur, en élargissant son champ : la déforestation en Amazonie (HECHT et COCKBURN, 1989), la conservation de la faune en Afrique (NEUMANN, 1998), la construction sociale de la nature (ESCOBAR, 1996), la création des pelouses de banlieue (ROBBINS, 2007). Sa maturation a stimulé la publication d'un certain nombre de textes et collections (FORSYTH, 2003 ; ZIMMERER et BASSETT, 2003 ; ROBBINS, 2004 ; NEUMANN, 2005 ; PAULSON et GEZON, 2005 ; BIRSACK et GREENBERG, 2006) et a également donné lieu à des critiques tant internes qu'externes (VAYDA et WALTERS, 1999 ; WALKER, 2007 ; BLAKIE, 2008). En particulier, Conrad Kottak, un personnage clé de l'anthropologie de Madagascar, a qualifié l'écologie politique de sous-domaine de « la nouvelle anthropologie écologique » (KOTTAK, 1999) d'une manière quelque peu méprisante. Pourtant, l'écologie politique ne se limite pas au champ de l'anthropologie. Elle a permis à des chercheurs des sciences sociales et environnementales (plus particulièrement l'anthropologie et la géographie, mais aussi la sociologie, la science politique, l'économie écologique, l'économie politique, la biologie et l'écologie) de se retrouver dans des questionnements communs.

L'écologie politique est dans une large mesure une tradition de la recherche anglophone. Toutefois, il faut souligner que plusieurs auteurs en France sont proches de cette école, même s'ils ne s'en réclament pas. Les plus connus sont Edgar Morin, Cornelius Castoriadis et André Gorz (WHITESIDE, 2002). Contrairement à la manière dont l'économie politique a réussi à mobiliser l'intérêt au-delà des limites des disciplines, dans le domaine de l'environnement, les recherches françaises en sciences sociales restent marquées par la difficulté à se constituer en un champ disciplinaire reconnu. Les éléments de l'écologie politique sont bien pré-

sents – l'étude des relations de pouvoir, du discours, des systèmes de subsistance en milieu rural – mais ils restent éparpillés.

Les échanges entre chercheurs anglophones et francophones sont confrontés aux défis non seulement de la langue, mais aussi des traditions théoriques et des intérêts thématiques différents (FALL et ROSIÈRE, 2008). Durant plusieurs décennies, les chercheurs en sciences sociales anglophones (y compris les spécialistes de l'écologie politique) se sont appropriés de façon sélective les travaux de théoriciens français comme Foucault, Deleuze, Lacan, et Lefèvre (CUSSET, 2003). Dans l'autre direction, un article de C. Blanc-Pamard et J. Boutrais (2002) constitue une des premières publications francophones à reconnaître et faire état de la littérature anglophone en matière d'écologie politique<sup>47</sup>. Cet article fait référence à des travaux de spécialistes tels que Piers Blaikie, Melissa Leach, et Ray Bryant dans une rétrospective retraçant 50 ans de politique de développement dans le secteur de l'environnement. À la fin des années 2000, d'autres chercheurs français, comme Bernard Hubert et Denis Gautier emboîtent le pas de cette approche. Les francophones prennent progressivement fait et cause pour l'écologie politique, ce qui fait décoller l'intérêt pour cette manière d'analyser la réalité. Tout récemment, en 2009, le Cirad et l'IRD ont accueilli une école d'été, des ateliers d'évaluation de programme ainsi que des conférences publiques par des spécialistes de premier plan<sup>48</sup>.

Dans ce contexte englobant, comment l'écologie politique contribue-t-elle à la recherche environnementale à Madagascar ? Comment l'analyse des mécanismes qu'elle propose sur la question environnementale, dans un pays de tradition de recherche francophone mais où les acteurs anglophones sont très présents

<sup>47</sup> Thomas Bassett, qui entretient des relations de longue date avec le Centre d'études africaines à Paris, a initié les géographes du centre à cette approche dès les années 1990.

<sup>48</sup> En juillet 2009, le Cirad avec l'appui de l'IRD et de la fondation Agropolis a invité à Montpellier pendant un mois des *political ecologists* de renommée internationale : Paul Robbins, Tom Bassett, Nancy Peluso et Tor Benjaminen. Il s'agissait principalement du projet Seter, dirigé par François Bousquet du Cirad, et dont la contribution en *political ecology* a été soutenue par Denis Gautier. Une école de *political ecology*, animée par les quatre invités, a réuni une vingtaine de chercheurs francophones pendant une semaine.

sur la scène environnementale, enrichit la connaissance de ce domaine ? Il s'agit de mettre en lumière les apports majeurs de cette approche ainsi que les opportunités qu'elle offre pour les perspectives d'étude de la question environnementale malgache.

## Le contexte de l'écologie politique à Madagascar

L'écologie politique à Madagascar s'est souvent – mais pas toujours – interrogée sur la préservation des aires protégées. Deux raisons l'expliquent. La première découle de l'extension et de la popularité de cette approche dans les années 1990, au moment où le « boom de conservation » (KULL, 1996)<sup>49</sup> à Madagascar fait du thème de la protection de la nature une question extrêmement opportune et d'actualité. La seconde tient au fait que ce boom était lié à un accroissement de la présence anglophone sur l'île au travers d'organisations internationales de défense de la nature comme le World Wide Fund for Nature (WWF), Conservation International (CI) et Durrell Wildlife Conservation Trust. Intervenait aussi des agences d'aide bilatérale comme l'Agence des États-Unis pour le développement International (Usaid), ou des programmes d'universités nord-américaines comme Duke, Stony Brook, et Cornell. Ce contexte a ouvert des opportunités d'accueil ou d'association de chercheurs anglophones aux projets écologiques conduits dans ou autour des aires protégées. Support institutionnel et facilités matérielles des ONG ont très fortement orienté la recherche sur des sujets liés à la conservation des zones protégées.

La première étude en écologie politique sur l'île fut probablement celle de Lucy Jarosz. Elle a effectué ses recherches de doctorat à la fin des années 1980, sous la tutelle de Michael Watts à Berkeley. Elle s'est concentrée sur les questions de l'emploi, du genre et du

<sup>49</sup> L'île sortait d'une période de repli sur elle-même suite à un isolationnisme post-colonial au milieu des années 1980, par nécessité du fait de la crise de l'endettement ; la politique de conservation fut l'un des principaux vecteurs d'une coopération accrue entre l'État malgache et les autres pays.

changement agraire dans le bassin rizicole de l'Alaotra, en intégrant bien le contexte historique et colonial (JAROSZ, 1991). La protection de l'environnement a également attiré son attention. L'article dans lequel elle démonte la manière dont le discours dominant en matière de conservation fait porter la responsabilité de la déforestation sur les seuls paysans pauvres, date de cette époque. Largement cité, il donne le ton de beaucoup de travaux à venir dans le domaine de l'écologie politique. Cet article fut d'abord publié avec une collection d'autres publications de *political ecology* dans la revue *Economic Geography* (JAROSZ, 1993). La plupart des articles de ce périodique y compris l'article de Jarosz ont été republiés avec des modifications sous la forme d'un livre intitulé *Liberation Ecologies* (PEET et WATTS, 1996) qui est devenu une référence majeure pour l'écologie politique.

## État de la recherche en écologie politique à Madagascar

Nous traitons ci-dessous des thèmes essentiels de la recherche abordés par l'écologie politique à Madagascar. Le bilan s'appuie sur un large échantillon de publications que nous avons retenues sur les critères suivants : (1) des travaux qui se réclament eux-mêmes de l'écologie politique, soit parce qu'ils utilisent ce mot clé, soit parce qu'ils citent des textes fondamentaux de l'écologie politique ; (2) des travaux de chercheurs reconnus comme des écologistes politiques ou de leurs étudiants<sup>50</sup> ; (3) des travaux dont le contenu rejoint la conception de ce sous-domaine telle que nous l'avons développée au début de notre texte. Nous avons puisé dans notre propre collection d'ouvrages et articles, ainsi que

<sup>50</sup> Les auteurs d'études sur Madagascar formés par des *political ecologists* reconnus sont assez nombreux. Ceux qui sont cités ici sont : Bill McConnell et Reyna Laney (formé à Clark University sous l'influence de Diane Rocheleau, B. L. Turner II, et Richard Peet) ; Ritu Verma (qui a étudié avec James Fairhead à Sussex University et avec Fiona Mackenzie à Carleton University) ; Ivan Scales (avec Bill Adams à Cambridge University) ; Ben Neimark (avec Richard Schroeder à Rutgers University) ; Mark Freudenberger (avec Judith Carney à UCLA) ; et finalement Lucy Jarosz, Catherine Corson, ainsi que moi-même (formés à UC Berkeley, sous l'influence de Nancy Peluso, Michael Watts et d'autres).

dans deux bases de données en ligne : *Web of Knowledge* et *Google Scholar*. L'inventaire qui en résulte (au moins 120 textes) ne prétend être ni parfait, ni exhaustif, même si nous avons aussi sollicité des ajouts d'autres chercheurs travaillant à Madagascar. Il est donc partial et résulte de notre point de vue. Nous n'avons pas inclus, par exemple, les études ethnographiques qui mentionnent le contexte politique, ou les études d'écologie appliquée sans regard critique.

Ce bilan repose souvent sur des textes anglophones. Comme signalé précédemment, différents éléments d'une approche d'écologie politique apparaissent dans la recherche francophone, mais jusqu'à une époque récente ils étaient rarement rassemblés. La recherche intégrant une dimension politique est restée du domaine des anthropologues ou des sociologues (ALTHABE, 1969), alors que les travaux de la plupart des géographes et des chercheurs en sciences sociales investis dans l'étude des ressources naturelles demeuraient relativement apolitiques et associés à un programme de modernisation rurale. Cela inclut les études de villages ou de terroirs des années 1960 et 1970 (DONQUE, 1979 ; TEYSSIER, 1995), et le grand nombre de travaux d'agronomie, de sylviculture et de développement rural ainsi que les rapports rédigés par divers organismes de recherche au cours des années 1980 et 1990 (Orstom *et al.*, 1995 ; RAISON, 2005). Plus spécifiquement, les historiens ont étudié l'influence du discours sur la politique forestière (par exemple BERGERET, 1993), les chercheurs marxistes ont analysé les relations de pouvoir en milieu rural (par exemple PAVAGEAU, 1981) et les géographes ont réfléchi sur les ressources liées aux systèmes de production ruraux et les modifications du paysage (par exemple BLANC-PAMARD et RAKOTO RAMIARANTSOA, 2000). Des travaux récents commencent à articuler les différents éléments de cette approche d'écologie politique (AUBERT *et al.*, 2003 ; BLANC-PAMARD et RAKOTO RAMIARANTSOA, 2007 ; MARIE *et al.*, 2009).

Quatre domaines thématiques regroupent les résultats des études recensées. Ils sont présentés ci-dessous. Dans le premier domaine (thème a), il s'agit d'études de contestations pour l'accès aux ressources naturelles, avec une attention aux formes de pouvoir mis en œuvre par divers groupes d'acteurs. La plupart de ces études traitent des tensions entre projets de conservation et populations

locales. Le deuxième domaine (thème b) s'occupe du pouvoir sur les ressources tel qu'il est mobilisé à travers les discours, les idéologies, et le savoir. Le thème c regroupe un ensemble d'études qui mettent l'accent sur les changements dans les paysages ruraux, les moyens de subsistance et les systèmes agro-écologiques. Ces études représentent un changement moins radical par rapport aux traditions antérieures, incluant les études villageoises. Elles en diffèrent cependant par l'intégration dans leur arsenal d'outils explicatifs des préoccupations idéologiques, discursives, politico-économiques. Le thème d inclut les études davantage préoccupées des institutions et acteurs de la gestion environnementale, par exemple les ONG environnementales et les bailleurs de fonds. Ces études analysent la manière dont les dynamiques internes et externes de ces dernières influent sur les ressources naturelles. Les dynamiques internes traitent des questions de genre, d'ethnie, et de hiérarchie ; pour les dynamiques externes, les études mettent les institutions dans le contexte global d'économie politique et du néolibéralisme.

### **Oppositions liées aux ressources naturelles (thème a)**

La reconnaissance que l'accès aux ressources naturelles et de manière plus large la gestion environnementale est une affaire de contestation, lutte, négociation et résistance, est une contribution essentielle de la recherche en écologie politique à la question environnementale à Madagascar. L'expérience a en effet démontré l'importance de la concurrence et des conflits d'intérêts dans le façonnage du comportement humain et des effets environnementaux. La posture n'exclut pas de s'intéresser aux formes de coopération ou de cohésion sociale qui évitent la lutte, mais elle force le chercheur à rester attentif aux intérêts en jeu dans chaque situation, à interroger les relations de pouvoir, ce qui ce passe, et pourquoi. Cette posture se distingue des autres approches comme celles qui partent du principe que la préservation de la biodiversité est la priorité alors que les autres priorités (comme les moyens de subsistance) ne sont que des inconvénients temporaires qu'il faut traiter.

Le thème a regroupe des études qui non seulement reconnaissent les luttes sous-jacentes pour le pouvoir, mais se concentrent direc-

tement sur ces luttes – leurs raisons, leurs moyens, leurs trajectoires et (ou) leurs effets sur les ressources naturelles – en relation avec l'agro-écologie, la culture, la politique et l'économie. L. L. GEZON (1997, 1999, 2005), M. J. SIMSIK (2002, 2008) et F. Muttenter (2006, 2010), entre autres, ont effectué un remarquable travail en analysant les dynamiques spécifiques des luttes pour le contrôle et l'accès aux ressources comme les forêts et les pâturages. Ils montrent comment, par le biais d'acteurs spécifiques, les différents groupes d'intérêts locaux et extérieurs négocient l'accès aux ressources naturelles et leur contrôle. Muttenter se concentre en particulier sur les relations relatives à la propriété, ce qui l'amène à une critique de la théorie sur les biens communs. Le travail des trois chercheurs est fermement enraciné dans la recherche sur le terrain, les entretiens et l'observation participante. D'autres auteurs ont étudié des conflits similaires au travers de documents d'archives, en se concentrant plus particulièrement sur les oppositions relatives à la gestion des incendies, de la forêt et des pâturages à l'époque coloniale (JAROSZ, 1993 ; MIDDLETON, 1999, 2003 ; KAUFMANN, 2001 ; KULL, 2004 ; RAIK, 2007).

Vu l'importance des actions de conservation à Madagascar au cours des 20 dernières années et le rôle prépondérant des institutions anglophones, il n'est pas étonnant que la recherche en écologie politique se soit intéressée aux conflits entre la justice sociale et la durabilité écologique au sein des projets d'aires protégées. L'épisode le plus âpre de ce débat s'est joué autour du parc national de Ranomafana, créé en 1991 grâce aux efforts de la primatologue américaine Patricia Wright. Un certain nombre de chercheurs en sciences sociales étaient impliqués dans ce projet de parc au début des années 1990, dont Sabrina Hardenbergh, Paul HANSON (2007), Paul Ferraro, Joe PETERS (1998, 1999) et Janice HARPER (2002, 2008). Leurs critiques relatives à l'impact du parc sur le bien-être des populations riveraines ont conduit à une situation hautement conflictuelle avec l'équipe du projet (STILLE, 2002).

De nombreuses études d'écologie politique se rejoignent sur la question des droits des populations locales et la façon dont ces dernières perçoivent les puissants acteurs de la conservation. Elles mettent en lumière les difficultés locales liées aux restrictions qu'impose la volonté de conservation ainsi que les raisons faisant que les projets de conservation ne sont pas conciliables

avec les intérêts de ces populations (MARCUS et KULL, 1999 ; MOREAU, 2003, 2008 ; KULL, 2004 ; WALSH, 2005 ; KLEIN *et al.*, 2007 ; POLLINI, 2007 ; SODIKOFF, 2007, 2009 ; KELLER, 2008). Les auteurs analysent les tenants et les aboutissants d'actions et politiques spécifiques qui tentent de résoudre ce conflit d'intérêts, comme les projets de conservation et développement intégrés ou la conservation communautaire (SUSSMAN *et al.*, 1994 ; MARCUS, 2001, 2007 ; BLANC-PAMARD ET RAKOTO RAMIARANTSOA, 2007 ; RAIK et DECKER 2007 ; GOEDEFROIT 2008). Plus récemment, les auteurs s'occupent du processus de la limitation des nouvelles aires protégées (dit SAPM) et critiquent la manque ou l'illusion de la participation (BLANC-PAMARD et FAUROUX, 2004 ; POLLINI, 2007 ; CORSON, 2008 ; MARIE *et al.*, 2009). D'autres chercheurs abordent la question des tensions entre la conservation et les populations locales sous l'angle de l'écologie et de la conservation appliquée, généralement avec une approche plus constructive, moins critique (RICHARD et DEWAR, 2001 ; RATSIMBAZAFY *et al.*, 2008).

### **Les idées, les idéologies, les discours et leur impact (thème b)**

Une deuxième contribution de l'écologie politique est l'attention portée aux idées, aux idéologies et aux discours, ce qui faisait défaut aux travaux antérieurs de géographie et de gestion des ressources. Elle s'impose à l'écologie politique avec le virage post-structurel des sciences sociales anglophones (PEET et WATTS, 1996 ; ADGER *et al.*, 2001). L'innovation consiste à reconnaître que les environnements ne sont pas uniquement façonnés par les intérêts matériels ou les processus écologiques, mais le sont aussi par les idées, les hypothèses culturelles et les discours qui définissent le champ des possibles. Discours, idéologies, et savoirs légitiment certaines formes de pouvoir, encore faut-il du pouvoir pour qu'un discours devienne dominant.

Certaines influences discursives s'exercent au plus haut niveau comme dans les sphères de décision de la politique et les programmes des ONG environnementales, des agences multilatérales et des bailleurs de fonds bilatéraux. C. KULL (1996), M. HUFTY et F. MUTTENZER (2002), B. SARRASIN (2005, 2007), C. CORSON (2008, 2010) et P. Méral (ce volume) mènent une réflexion sur ces dynamiques, particulièrement sur l'influence exercée par les acteurs

du « consensus de Washington ». Les programmes établis avec ces derniers ont créé le contexte géopolitique et financier, comme ce fut le cas du Plan national d'action environnemental, projet conduit sur une période de 15 ans avec un budget d'un demi-milliard de dollars, et qui a dominé la planification, les actions et les offres d'emploi dans le domaine de l'environnement sur l'île depuis le début des années 1990.

Les discours et les programmes de sauvegarde de la biodiversité, de création de parcs nationaux, et de développement durable légitiment les travaux des conservationnistes. C'était tout aussi vrai à l'époque coloniale, bien que les récits aient pu alors être formulés de manière différente, incluant des références aux « indigènes paresseux » ou « ignorants » ou en appelant directement aux mérites d'une économie extractive coloniale source de profits (JAROSZ, 1993 ; KULL, 2000, 2004). Par ailleurs, des propositions techniques particulières ou des mots à la mode, donnent forme, selon les périodes, à des programmes politiques et d'action spécifiques. Par exemple, désigner Madagascar comme un « hotspot de la biodiversité » (NEIMARK et SCHROEDER, 2009), proposer la mise en place de corridors de biodiversité (CARRIÈRE *et al.*, 2008), ou se référer à des éco-régions comme objets d'interventions ont forgé les actions des décideurs politiques et du personnel de terrain. Un autre aspect encore peu abordé est la manière dont le bagage conceptuel des conservationnistes nord-américains expatriés – incluant l'idée de *wilderness* du Nouveau Monde – a façonné la gestion de l'environnement, par rapport aux idées malgaches sur la nature ou aux conceptions européennes de la préservation des paysages.

Idéologie et discours sont présents aussi au niveau local, particulièrement lorsque la rhétorique de la conservation rencontre les cultures et pratiques rurales. F. KELLER (2008), par exemple, montre les contrastes entre l'idéal à atteindre dans la vie pour les paysans Betsimisaraka et les actions des écologistes qui limitent leur accès aux terres. P. HANSON (2007) analyse le langage comme instrument de lutte et de traductions erronée entre paysans et agents de la conservation.

Sur ce thème des idéologies et des discours, une autre variante est la recherche en écologie politique qui déconstruit et remet en cause les discours dominants. De tels discours – comme la désertification du Sahel ou la dégradation de l'Himalaya – façonnent

les interventions extérieures qui touchent la vie et les moyens de subsistance des paysans, sur la base de conceptions parfois erronées des processus à l'œuvre (LEACH et MEARN, 1996). Nos propres recherches ont tenté de remettre en cause les exagérations et la mauvaise compréhension, largement diffusées, du rôle des incendies dans la gestion des terres (KULL, 2004) ou les discussions mal interprétées sur les problèmes d'érosion (KULL, 2000). Jarosz conteste le discours de longue date qui fait porter la responsabilité de la déforestation aux seuls paysans (JAROSZ, 1993). D'autres chercheurs ont ensuite analysé à leur tour ces contre-discours, étudié leur impact ou contesté certaines de leurs conclusions (SIMSIK, 2002, 2008 ; KLEIN, 2004 ; SCALES, 2008 ; GADE 2008 ; POLLINI, 2010).

### **Les dynamiques des paysages ruraux (thème c)**

Un troisième thème important de l'écologie politique scientifique se rapporte à l'analyse du paysage dans ses modifications (comme la déforestation, ou l'expansion agricole) et les dynamiques qui les portent au sein des systèmes agraires ou pastoraux. Ces études ne sont pas radicalement différentes des approches d'études villageoises précédemment mentionnées, et sont même parfois directement construites sur la base d'analyses antérieures, comme nous l'avons fait pour le terroir de Leimavo (KULL, 1998). Elles peuvent aussi s'appuyer sur d'autres théories comme celle d'Ester Boserup sur l'intensification de l'agriculture (FREUDENBERGER et FREUDENBERGER, 2002 ; LANEY, 2002 ; KULL, 2008), ou sur la télédétection appliquée aux analyses de l'utilisation des terres et de la modification de la couverture du territoire (INGRAM et DAWSON, 2006 ; DAWSON et INGRAM, 2008). Ce qui fait que ces études diversifiées vont au-delà des précédentes réside dans leur ouverture à une gamme beaucoup plus large de facteurs contextuels et causaux que les seules explications traditionnellement évoquées, à savoir les forces de marché, les facteurs environnementaux, les pratiques culturelles et sociales et le contexte agro-écologique. Elles accordent également une attention au fonctionnement des relations de pouvoirs et des dynamiques sociales pour l'accès aux ressources, ainsi qu'aux impacts des discours sur les politiques et les actions menées (par exemple, KULL, 1998, 2004, 2008 ; GOEDFROIT 2001 ; MCCONNELL, 2002 ;

REAU, 2002 ; MCCONNELL *et al.*, 2004 ; MCCONNELL et SWEENEY, 2005 ; CORMIER-SALEM 2006 ; KULL *et al.*, 2007 ; KAUFMANN, 2008).

### **L'analyse des institutions et acteurs environnementaux (thème d)**

L'écologie politique, dans la suite de l'écologie culturelle et des études agraires, a initié ses travaux en se focalisant sur ceux qui gèrent directement les terres (BLAIKIE et BROOKFIELD, 1987), généralement les paysans des zones rurales. Une innovation récente a été de déplacer le regard « vers le haut », et de porter son attention sur les agissements internes des organismes nationaux et internationaux de gestion de l'environnement, comme les institutions bilatérales, celles des projets de parcs et les ONG de conservation. L'analyse institutionnelle était auparavant le domaine des théoriciens de la sociologie et du management ; voyant sa pertinence dans l'apport de résultats pour comprendre l'utilisation des terres et l'accès aux ressources, les écologistes politiques se sont également orientés dans cette direction. C'est tout particulièrement le cas à Madagascar, où les institutions étrangères comme l'Usaid, la Banque mondiale, le WWF et CI exercent des influences considérables. Certains chercheurs analysent les dynamiques du genre, du travail, de l'ethnicité et de la hiérarchie à l'intérieur de ces institutions (MOREAU, 2008 ; SODIKOFF, 2007, 2009 ; VERMA, 2007, 2009). D'autres chercheurs s'intéressent plus particulièrement aux processus par lesquels ces organismes créent et mettent en place leur propre politique, en suscitant par exemple des structures de gouvernance alternatives puissantes en dehors de l'État (DUFFY, 2005, 2006 ; CORSON, 2008, 2010 ; HORNING, 2008). Ils étudient les politiques environnementales à Madagascar dans un contexte d'économie politique global, dominé par l'idéologie néolibérale.

## **Défis et opportunités pour l'avenir**

Le corpus de travaux d'écologie politique présenté dans ce texte a contribué à la compréhension des relations entre nature et société à Madagascar au cours des deux dernières décennies. À notre avis, quatre défis attendent les chercheurs en écologie poli-

tique pour continuer à produire des analyses pertinentes et percutantes. Le premier est d'ordre linguistique et disciplinaire ; les autres sont liés à l'actualité.

Premièrement, plusieurs clivages marquent la recherche environnementale malgache, en particulier entre recherche francophone et recherche anglophone, et entre biologie et sciences sociales. Des langues et des disciplines distinctes apportent avec elles des perceptions, des sensibilités et des thèmes prioritaires différents. L'écologie politique existe en tant que sous-discipline et approche cohérente uniquement dans le champ anglophone, bien que des thèmes similaires (ainsi que des forces différentes) existent dans le monde francophone (et nous ne parlons pas du monde « malgachophone »). Les tensions et la concurrence peuvent bien sûr être productives, mais uniquement s'il y a un dialogue. Dans chacune des langues sont publiés des travaux de recherche dont les bibliographies montrent les efforts limités pour franchir la barrière linguistique. Cependant, les chercheurs qui se spécialisent à long terme dans la recherche sur l'île citent habituellement des travaux situés de part et d'autre de cette barrière. Il revient aux chercheurs de tous groupes linguistiques confondus de se pencher sérieusement sur les travaux de leurs collègues écrits dans une langue différente ; le résultat final en sera plus riche.

Un fossé plus sérieux est d'ordre conceptuel. Il sépare les chercheurs dont la mission est avant toute chose la conservation de la biodiversité, de ceux pour qui les droits des populations locales, la pauvreté et la justice sociale éclipsent cette préoccupation. Il est certes possible d'avoir une continuité de vues sur de telles questions. L'initiative de J.-C. KAUFMANN (2006, 2008) en faveur d'un dialogue accru, essaie de se situer au milieu entre les deux positions extrêmes. Cet engagement rouge et vert à la fois, pour la justice sociale et pour la durabilité écologique, a attiré toute une génération d'universitaires vers l'écologie politique. Une telle position est toutefois encore source de tensions et peu constructive. De plus, il s'agit non seulement de différences de valeurs, mais aussi de conflits épistémologiques. À Madagascar, les chercheurs en écologie politique ont clairement eu tendance à se placer davantage du côté de la justice sociale et des populations locales, comblant peut-être une lacune créée par la forte présence du mouvement écologiste international. Mais ils ne sont pas pour

autant « contre » la nature et la biodiversité, et ils reconnaissent la nécessité de créer des aires protégées. Comment réellement concilier conservation et justice environnementale, reste une question difficile à traiter, et les chercheurs en écologie politique devraient contribuer à la définition d'un terrain d'entente viable<sup>91</sup>.

Deuxièmement, l'intérêt naissant porté aux problèmes environnementaux autres que la conservation des zones protégées et la déforestation demeure insuffisant. En se concentrant uniquement sur les formes « vertes » de l'environnement, c'est-à-dire les lémuriens et les forêts, le regard des chercheurs ne s'est pas posé avec la même profondeur sur d'autres problèmes qui le méritaient tout autant, comme les problèmes environnementaux « bruns » (les mines, l'industrie, la pollution urbaine). La situation commence à changer, en particulier en ce qui concerne les mines, avec l'attention portée à la fois à l'extraction artisanale du saphir (DUFFY, 2005, 2007 ; WALSH, 2005) et à la grande exploitation minière industrielle du genre de celle dont le récent gouvernement du Président Ravalomanana a fait la promotion (SARRASIN, 2006 ; BLANC-PAMARD, 2009 ; SEAGLE, 2009). Les recherches qui se préoccupent des problèmes alternatifs incluent des études sur les fermes d'élevage industriel de crevettes (GEZON, 1999 ; BERGER 2006), la bioprospection pharmaceutique (HARPER 2005 ; NEIMARK, 2009) et la culture de khat (GEZON 2010). Ces thèmes mériteraient davantage d'attention. En particulier, l'écologie politique urbaine est peu développée en dépit des problèmes énormes générés par l'accroissement des villes (gestion des déchets, industrie textile, qualité de l'air et de l'eau, etc).

Troisièmement, les relations entre la politique nationale et la gestion des ressources naturelles demeure insuffisamment traitée. La période isolationniste de la Seconde République (1975-1991) a plus ou moins tenu les projets de conservation à distance. Les périodes d'agitation politique (comme 1991-1992, 2001-2002, 2009) ont eu un impact sur l'implication des bailleurs de fonds étrangers sur les économies régionales (RAISON, 2002) et sur la gestion des ressources, qui inclut incendies de forêt, déforestation

<sup>91</sup> Ce genre de question se pose régulièrement sur les réseaux électroniques de tendance écologie politique, comme les groupes de discussion en ligne *Madagascar conservation and development* et *Madagascar environmental justice network*.

(KULL, 2004) et exploitation illégale du bois (DÉBOIS, 2009). L'annonce faite à Durban en 2003 par le président Ravalomanana d'un objectif de triplement des aires protégées sur l'île a galvanisé l'activité de conservation, donnant lieu à une frénésie d'actions de « conservation d'urgence » (MARIE *et al.*, 2009). Dans le même temps, un programme d'industrialisation rapide et de construction de liens avec de nouveaux partenaires commerciaux a ouvert la voie à toute une série d'investissement en infrastructures (particulièrement des routes), développements industriels et projets d'exploitation des ressources. Certains de ces investissements, associés à l'exploitation illégale tolérée par l'État, ont été accusés de saper la gestion durable de l'environnement (SARRASIN, 2006 ; CORSON, 2008).

Il faudrait accorder plus d'attention à de telles décisions du gouvernement malgache, ainsi qu'aux périodes de crise au cours desquelles le pays voit sa gouvernance perturbée. En outre, il est nécessaire d'observer, au-delà des décisions et des événements, les manœuvres politiques internes, les forces qui exercent une pression depuis l'extérieur, et la manière dont cela affecte la gestion de l'environnement. Les travaux de R. R. MARCUS (2009), H. RAKOTO RAMIARANTSOA (2008), B. S. Ramamonjisoa (ce volume), M. MONTAGNE et B. RAMAMONJISOA (2006) fournissent une base pour aller dans ce sens. Un élément déterminant de cette orientation serait une évaluation sérieuse de la relation du pays avec la France, qui continue d'exercer un pouvoir économique et politique extraordinaire sur l'île, mais aussi avec les États-Unis, dont l'influence s'est accrue à travers le secteur de l'environnement, et avec les différents partenaires asiatiques au rôle croissant dans l'économie de l'île.

Enfin, de nouveaux sujets épineux réclament des analyses en écologie politique, comme celui central du rôle des flux de capitaux internationaux dans le façonnement de l'accès aux ressources naturelles et du caractère de ces dernières de l'échelle locale jusqu'à l'échelle globale. La mise en location de grandes superficies de terres (dans un contexte de statut foncier flou) figure parmi ces sujets. Des sociétés multinationales devaient y conduire des cultures industrielles de denrées alimentaires ou destinées aux biocarburants. L'échec en 2008 du marché conclu avec Daewoo a en partie contribué à la chute du président Ravalomanana. Les

impacts de telles appropriations de terres sur les paysages, les moyens de subsistance, les dynamiques de pouvoir et les économies nationales méritent des analyses détaillées. Les allégations récentes de réseaux d'exploitation illégale de bois tropical par les élites nationales et les hommes d'affaires « chinois » qui profitent de la période d'agitation politique constituent un autre sujet délicat (DÉBOIS, 2009 ; SCHURMAN et LOWRY, 2009). À cela s'ajoute pour la gestion environnementale malgache, le potentiel de financement du piégeage du carbone à travers différents instruments de la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique, incluant le Mécanisme de développement propre pour le boisement et le reboisement, ou la REDD (Réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation) (FERGUSON, 2009 ; POLLINI, 2009 ; Rakotoarijaona, ce volume ; Méral, ce volume). La REDD en particulier pourrait de nouveau galvaniser les efforts de sauvegarde de la biodiversité, actuellement au point mort du fait des dissensions politiques et de la fin du Plan d'action environnemental. Avec le volume de fonds attendu, les impacts pourraient même dépasser l'effort de conservation massif des deux dernières décennies. Quels en seront les effets sur le paysage et les populations locales ?

## Conclusion

L'écologie politique scientifique a beaucoup fait avancer les discussions autour de la gestion de l'environnement depuis les années 1980. Le discours dominant de l'époque faisait des paysans et de leurs mauvaises pratiques de gestion les responsables de la dégradation environnementale. La recherche en écologie politique a donné naissance à des analyses plus nuancées et des approches du développement qui essaient de prendre en compte les acteurs et leur interaction sur le terrain en restituant les différents contextes écologiques, économiques, sociaux, politiques et idéologiques. Les récentes orientations de « développement » – telles que la ruée sur les terres agricoles, la REDD, ou encore les projets miniers – renforcent la nécessité d'une écologie politique scientifique susceptible de produire des analyses critiques et bien contextualisées qui dévoilent la réalité des pratiques à l'œuvre.

## Références bibliographiques

- ADGER N.W., BENJAMINSEN T.A., BROWN K., SVARSTAD H., 2001 – Advancing a political ecology of global environmental discourses. *Development and Change*, 32 : 681-715.
- ALTHABE G., 1969 – *Oppression et Libération dans L'Imaginaire: Les Communautés Villageoises de la Côte Orientale de Madagascar*. Paris, François Maspero.
- AUBERT S., RAZAFIARISON S., BERTRAND, A., 2003 – *Déforestation et systèmes agraires à Madagascar : les dynamiques des tavy sur la côte orientale*. Montpellier, Antananarivo, Cirad/CITE/Fofifa.
- BASSETT T.J., 1988 – The political ecology of peasant-herder conflicts in the northern Ivory Coast. *Annals of the Association of American Geographers*, 78, 3 : 453-472.
- BERGER L., 2006 – Les voix des ancêtres et les voies de développement. *Études Rurales* 2, 178 : 129-160.
- BERGERET A., 1993 – Discours et politiques forestières coloniales en Afrique et à Madagascar. *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, 79, 298 : 23-47.
- BIERSACK A., GREENBERG J., 2006 – *Reimagining Political Ecology*. Durham, Duke University Press.
- BLAIKIE P., 2008 – Epilogue: towards a future for political ecology that works. *Geoforum*, 39 : 765-772.
- BLANC-PAMARD C., 2009 – The Mikea forest under threat (south-west Madagascar): how public policy leads to conflicting territories. *Field Actions Science Reports (FACTS)*, 3, 1 : 1-12.
- BLANC-PAMARD C., BOÛTRAIS J., 2002 – Les temps de l'environnement. D'un sauvetage technique à une gestion locale en Afrique et à Madagascar. *Historiens et Géographes*, 381 : 389-402.
- BLANC-PAMARD C., FAUROUX E., 2004 – L'illusion participative. Exemples ouest-malgaches. *Autrepart*, 2004, 31 : 3-19.
- BLANC-PAMARD C., RAKOTO RAMIARANTSOA H., 2000 – *Le Terroir et son Double : Tsarahonenana 1966-1992, Madagascar*. Paris, IRD Éditions, Coll. À travers champs.
- BLANC-PAMARD C., RAKOTO RAMIARANTSOA H., 2007 – Normes environnementales, transferts de gestion et recompositions territoriales en pays betsileo (Madagascar). *Natures Sciences Sociétés*, 15 : 253-268.
- CARRIÈRE S. M., HERVÉ D., ANDRIAMAHEFAZAFY E., MÈRAL P., 2008 – « Les corridors, passage obligé ? L'exemple malgache. » In Aubertin C. et Rodary E. (éd.) : *Aires protégées. Espaces durables ?* Marseille, IRD Éditions : 89-112.
- CORMIER-SALEM M.-C., 2006 – "Mangrove: changes and conflicts in claimed ownership, uses and purpose". In Hoanh C.T., Tuong T.P., Gowing J.W., Hardy B. : *Environment and Livelihoods in Coastal Tropical Zones* CABI, Wallingford : 163-176.
- CORSON C., 2008 – *Mapping the development machine: the U.S. Agency for International Development's Biodiversity Conservation Agenda in Madagascar*. Ph. D. Doctor of Philosophy, Environmental Science, Policy and Management, University of California, Berkeley, Berkeley.
- CORSON C., 2010 – Shifting environmental governance in a neoliberal world: US AID for conservation. *Antipode*, 42 : 576-602.
- CUSSET E., 2003 – *French theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*. Paris, La Découverte.
- DAWSON T.P., INGRAM J.C., 2008 – Sustainable livelihoods and forest resources in Madagascar: a multi-scale analysis using remote sensing. *Environmental Sciences*, 5, 2 : 129-143.
- DÉBOIS R., 2009 – La fièvre de l'or rouge saigne la forêt malgache. Madagascar : trafic des bois précieux (palissandre et ébène). *Univers Maoré*, 13 juin : 8-15.
- DONQUE G., 1979 – Bilan de dix-sept années de recherches du Laboratoire de géographie de l'université de Madagascar. *Bulletin de l'Académie Malgache*, 55, 1-2 : 309-316.
- DUFFY R., 2005 – Global environmental governance and the challenge of shadow states: the impact of illicit sapphire mining in Madagascar. *Development and Change*, 36, 5 : 825-843.
- DUFFY R., 2006 – Non-governmental organisations and governance states: the impact of transnational environmental management networks in Madagascar. *Environmental Politics*, 15, 5 : 731-749.

DUFFY R., 2007 – Gemstone mining in Madagascar: transnational networks, criminalisation and global integration. *Journal of Modern African Studies*, 45, 2 : 185-206.

ESCOBAR A., 1996 – “Constructing nature: elements for a post-structural political ecology”. In Peet R., Watts M. (eds.) : *Liberation Ecologies*, London, Routledge : 46-68.

FALL J., ROSIÈRE S., 2008 – On the limits of dialogue between Francophone and Anglophone political geography. *Political Geography*, 27 : 713-716.

FERGUSON B., 2009 – REDD comes into fashion in Madagascar. *Madagascar Conservation and Development*, 4, 2 : 132-137.

FORSYTH T., 2003 – *Critical Political Ecology: the Politics of Environmental Science*. London, Routledge.

FREUDENBERGER M.S., FREUDENBERGER K.S., 2002 – “Contradictions in agricultural intensification and improved natural resource management: issues in the Fianarantsoa forest corridor of Madagascar”. In Barrett C.B., Place F., Aboud A.A., (eds.) : *Natural Resources Management in African Agriculture*, Wallingford, UK, CABI Publishing : 181-192.

GADE D.W., 2008 – “Considering Madagascar’s deforestation story in paradigmatic and reflexive terms”. In Kaufmann J.-C. : *Greening the Great Red Island*, Pretoria, Africa Institute of South Africa : 93-111.

GEZON L.L., 1997 – Political ecology and conflict in Ankarana, Madagascar. *Ethnology*, 36, 2 : 85-100.

GEZON L.L., 1999 – Of shrimps and spirit possession: toward a political ecology of resource management in northern Madagascar. *American Anthropologist*, 101, 1 : 58-67.

GEZON L.L., 2005 – *Global Visions, Local Landscapes: a Political Ecology of Conservation, Conflict and Control in Northern Madagascar*. Lanham, MD, AltaMira Press.

GEZON L.L., 2010 – “Leaf of paradise or aid to terrorism? Cultural constructions of a drug called khat”. In Durrenberg E.P., Erem S. : *Paradigms for Anthropology: an Ethnographic Reader*, Denver, Paradigm Publishers : 172-88.

GOEDEFROIT S., 2001 – La part maudite des pêcheurs de crevette à Madagascar. *Études rurales*, 159, 60.  
[etudesrurales.revues.org/document74.html](http://etudesrurales.revues.org/document74.html)

GOEDEFROIT S., 2008 – La restitution du droit à la parole. *Études rurales*, 178 : 39-64.

HANSON P., 2007 – Governmentality, language ideology, and the production of needs in Malagasy conservation and development. *Cultural Anthropology*, 22, 2 : 244-284.

HARPER J., 2002 – *Endangered Species: Health, Illness and Death among Madagascar’s People of the Forest*. Durham, North Carolina, Carolina Academic Press.

HARPER J., 2005 – The Not-so-rosy periwinkle: Political Dimensions of Plant Research. *Ethnobotany Research & Applications*, 3 : 295-308.

HARPER J., 2008 – “The environment of environmentalism: turning the ethnographic lens on a conservation project”. In Kaufmann J.-C. : *Greening the Great Red Island: Madagascar in Nature and Culture*, Pretoria, Africa Institute of South Africa : 241-274.

HECHT S., COCKBURN A., 1989 – *The Fate of the Forest: Developers, Destroyers and Defenders of the Amazon*. New York, Verso.

HORNING N.R., 2008 – Strong Support for Weak Performance: Donor Competition in Madagascar. *African Affairs*, 107, 428 : 405-431.

HUFTY M., MUTTENZER F., 2002 – “Devoted friends: the implementation of the convention on biological diversity in Madagascar”. In Le Prestre P.G. : *Governing Global Biodiversity*, London, Ashgate : 285-314.

INGRAM J.C., DAWSON T.P., 2006 – Forest cover, conditions, and ecology in human-impacted forests, south-eastern Madagascar. *Conservation and Society*, 4, 2 : 194-230.

JAROSZ L., 1991 – Women as rice sharecroppers in Madagascar. *Society and Natural Resources*, 4 : 53-63.

JAROSZ L., 1993 – Defining and explaining tropical deforestation: shifting cultivation and population growth in colonial Madagascar (1896-1940). *Economic Geography*, 69, 4 : 366-379.

KAUFMANN J.-C., 2001 – La Question des Raketa. Colonial Struggles with Prickly Pear Cactus in Southern Madagascar, 1900-1923. *Ethnohistory*, 48, 1-2 : 87-121.

KAUFMANN J.-C., 2006 – The sad opaqueness of the environmental crisis in Madagascar. *Conservation and Society*, 4, 2 : 179-193.

KAUFMANN J.-C., 2008 – *Greening the Great Red Island: Madagascar in Nature and Culture*. Pretoria, Africa Institute of South Africa.

KELLER E., 2008 – The banana plant and the moon: conservation and the Malagasy ethos of life in Masoala, Madagascar. *American Ethnologist*, 35, 4 : 650-664.

KLEIN J., 2004 – Fiddling while Madagascar burns. Deforestation discourses and highland history. *Norwegian Journal of Geography*, 58 : 11-22.

KLEIN J., RÉAU B., KALLAND I., EDWARDS M., 2007 – Conservation, development, and a heterogenous community: the case of Ambohitantely Special Reserve, Madagascar. *Society and Natural Resources*, 20 : 451-467.

KOTTAK C.P., 1999 – The new ecological anthropology. *American Anthropologist*, 101, 1 : 23-35.

KULL C.A., 1996 – The evolution of conservation efforts in Madagascar. *International Environmental Affairs*, 8, 1 : 50-86.

KULL C.A., 1998 – Leimavo revisited: agrarian land-use change in the highlands of Madagascar. *Professional Geographer*, 50, 2 : 163-176.

KULL C.A., 2000 – Deforestation, erosion, and fire: degradation myths in the environmental history of Madagascar. *Environment and History*, 6, 4 : 421-450.

KULL C.A., 2004 – *Isle of Fire: the Political Ecology of Landscape Burning in Madagascar*. Chicago, University of Chicago Press.

KULL C.A., 2008 – "Saving land with a spade: human landscape transformations in the Madagascar highlands". In Kaufmann J.-C. : *Greening the Great Red Island: Madagascar in Nature and Culture*, Pretoria, Africa Institute of South Africa : 113-135.

KULL C.A., TASSIN J., RANGAN H., 2007 – Multifunctional, scrubby, and invasive forests? Wattles in the highlands of Madagascar. *Mountain Research and Development*, 27, 3 : 224-231.

LANEY R.M., 2002 – Disaggregating induced intensification for land-change analysis: a case study from Madagascar. *Annals of the Association of American Geographers*, 92, 4 : 702-726.

LEACH M., MEARNS R., 1996 – *The Lie of the Land: Challenging Received Wisdom on the African Environment*. Portsmouth, NH, Heinemann.

MARCUS R.R., 2001 – Seeing the forest for the trees: integrated conservation and development projects and local perceptions of conservation in Madagascar. *Human Ecology*, 29, 4 : 381-397.

MARCUS R. R., 2007 – Where community-based water resource management has gone too far: poverty and disempowerment in Southern Madagascar. *Conservation and Society*, 5, 2 : 202-231.

MARCUS R.R., 2009 – Executive disorder. Military imposes new leader on Madagascar. *Jane's Intelligence Review*, 28 April.

MARCUS R.R., KULL C.A., 1999 – *The Politics of Conservation in Madagascar*. Edited volume of *African Studies Quarterly*, 3, 2. [www.africa.ufl.edu/asq](http://www.africa.ufl.edu/asq)

MARIE C.N., SIBELET N., DULCIRE M., RAFALIMARO M., DANTHU P., CARRIÈRE M. S., 2009 – Taking into account local practices and indigenous knowledge in an emergency conservation context in Madagascar. *Biodiversity and Conservation*, DOI 10.1007/s10531-009-9762-9.

MCCONNELL W.J., 2002 – Madagascar: emerald isle or paradise lost? *Environment*, 44, 8 : 10-22.

MCCONNELL W.J., SWEENEY S.P., 2005 – Challenges of forest governance in Madagascar. *The Geographical Journal*, 171, 2 : 223-238.

MCCONNELL W.J., SWEENEY S.P., MULLEY B., 2004 – Physical and social access to land: spatio-temporal patterns of agricultural expansion in Madagascar. *Agriculture, Ecosystems and Environment*, 101 : 171-184.

MIDDLETON K., 1999 – Who Killed the Malagasy Cactus? Science, Environment and Colonialism in Southern Madagascar (1924-1930). *Journal of Southern African Studies*, 25, 2 : 215-248.

MIDDLETON 2003 – "The ironies of plant transfer: the case of the prickly pear in Madagascar". In Beinart W., McGregor J. (eds.) : *Social History and African Environments*, Oxford, James Currey : 43-59.

MONTAGNE P., RAMAMONJISOA B., 2006 – Politiques forestières à Madagascar : entre répression et autonomie des acteurs. *Économie Rurale*, 294-295, juillet-octobre : 9-26.

MOREAU S., 2003 – « Le mythe écologique ». In Men P., Raison-Jourde E. : *Madagascar : la Grande Île Secrète*, Paris, Autrement : 40-56.

MOREAU S., 2008 – "Environmental misunderstandings". In Kaufmann J.-C. : *Greening the Great Red Island: Madagascar in Nature and Culture*, Pretoria, Africa Institute of South Africa : 49-68.

MUTTENZER E., 2006 – "The folk conceptualization of property and forest-related going concerns in Madagascar". In von Benda-Beckmann E., von Benda-Beckmann K., Wiber M.G. : *Changing Properties of Property*, New York, Berghahn : 269-292.

MUTTENZER E., 2010 – *Déforestation et droit coutumier à Madagascar*. Paris, Karthala.

NEIMARK B.D., 2009 – *Industrial Heartlands of Nature: the Political Economy of Biological Prospecting in Madagascar*. PhD, Graduate Program in Geography, Rutgers, the State University of New Jersey.

NEIMARK B.D., SCHROEDER, R.A., 2009 – Hotspot discourse in Africa: making space for bioprospecting in Madagascar. *African Geographical Review*, 28 : 43-70.

NEUMANN R.P., 1998 – *Imposing Wilderness: Struggles over Livelihood and Nature Preservation in Africa*. Berkeley, University of California Press.

NEUMANN R.P., 2005 – *Making Political Ecology*. London, Hodder Arnold.

Orstom, BDPA, Cirad, 1995 – *Bibliographie des travaux Orstom, Cirad et BDPA sur Madagascar*. 2 vol., Paris, Orstom Documentation.

PAULSON S., GEZON, L.L., 2005 – *Political Ecology Across Spaces, Scales and Social Groups*. New Brunswick, Rutgers University Press.

PAVAGEAU J., 1981 – *Jeunes Paysans Sans Terre*. Paris, l'Harmattan.

PEET R., WAITS M., 1996 – *Liberation Ecologies*. London, Routledge.

PELUSO N.L., 1992 – *Rich Forests, Poor People: Resource Control and Resistance in Java*. Berkeley, University of California Press.

PETERS J., 1998 – Sharing national park entrance fees: forging new partnerships in Madagascar. *Society and Natural Resources*, 11 : 517-530.

PETERS J., 1999 – Understanding conflicts between people and parks at Ranomafana, Madagascar. *Agriculture and Human Values*, 16 : 65-74.

POLLINI J., 2007 – *Slash-and-burn cultivation and deforestation in the Malagasy rain forests: representations and realities*. Ph. D., Cornell University, Ithaca.

POLLINI J., 2009 – Carbon sequestration for linking conservation and rural development in Madagascar: the case of the Vohidrazana-Mantadia Corridor Restoration and Conservation Carbon Project. *Journal of Sustainable Forestry*, 28, 3 : 322-342.

POLLINI J., 2010 – Environmental degradation narratives in Madagascar: from colonial hegemonies to humanist revisionism. *Geoforum*, 41 : 711-722.

RAIK D., 2007 – Forest management in Madagascar: an historical overview. *Madagascar Conservation and Development*, 2, 1, 5-10.

RAIK D., DECKER D., 2007 – A multisector framework for assessing community-based forest management: lessons from Madagascar. *Ecology and Society*, 12, 1 : 14 (en ligne).

RAISON J.-P., 2002 – Économie politique et géopolitique des barrages routiers (Madagascar, février-mai 2002). *Politique Africaine*, 86 : 120-138.

RAISON J.-P., 2005 – "Tropicalism" in French geography: reality, illusion, or ideal? *Singapore Journal of Tropical Geography*, 26, 3 : 323-338.

RAKOTO RAMIARANTSOA H., 2008 – Madagascar au XXI<sup>e</sup> siècle : la politique de la géographie. *EchoGéo*, n°7 (en ligne).

RATSIMBAZAFY J., RAKOTONIAINA L.J., DURBIN J., 2008 – "Cultural anthropologists and conservationists: can we learn from each other to conserve the diversity of Malagasy species and culture?". In Kaufmann J.-C. : *Greening the Great Red Island: Madagascar in Nature and Culture*, Pretoria, Africa Institute of South Africa : 301-315.

REAU B., 2002 – Burning for zebus: the complexity of deforestation in western Madagascar. *Norwegian Journal of Geography*, 56 : 219-229.

RICHARD A.F., DEWAR R.E., 2001 – "Politics, negotiation and conservation: a view from Madagascar". In Weber W., White L.J.T., Vedder A., Naughton-Treves L. (eds.) : *African Rain Forest Ecology and Conservation*, New Haven, Yale University Press : 535-544.

ROBBINS P., 2004 – *Political Ecology: A Critical Introduction*. Malden, MA, Blackwell.

ROBBINS P., 2007 – *Lawn People: How Grasses, Weeds, and Chemicals Make Us Who We Are*. Philadelphia, Temple University Press.

RODARY E., LEFÈVRE M., 2008 – L'avenir est déjà parmi nous. La Ferté Saint-Aubin, France, éditions Syllepse, *Écologie & Politique : Sciences Cultures Sociétés*, 37.

SARRASIN B., 2005 – La construction des problèmes environnementaux en Afrique subsaharienne : la mise en place d'un « diagnostic de Washington sur les ressources naturelles ». *Canadian Journal of Development Studies*, 26, 4 : 799-815.

SARRASIN B., 2006 – Économie politique du développement minier à Madagascar : l'analyse du projet QMM à Tolagnaro (Fort-Dauphin). *VertigO, La revue en sciences de l'environnement*, 7, 2 : 1-5.

SARRASIN B., 2007 – Le Plan d'Action Environnemental Malgache : de la genèse aux problèmes de mise en œuvre : une analyse sociopolitique de l'environnement. *Revue Tiers Monde*, 190 : 1-20.

SCALES I., 2008 – *Forest frontiers: The political ecology of landscape change in western Madagascar*. Ph.D. Geography, University of Cambridge.

SCHUURMAN D., LOWRY P.P.L., 2009 – The Madagascar rosewood massacre. *Madagascar Conservation and Development*, 4, 2 : 98-102.

SEAGLE C., 2009 – *Biodiversity for whom? Local experiences and global strategies of land use and access near the Rio Tinto/QMM ilmenite mine in Fort Dauphin, southeast Madagascar*. Master, VU University Amsterdam.

SIMSIK M.J., 2002 – The political ecology of biodiversity conservation in the Malagasy highlands. *Geojournal*, 58, 4 : 233-242.

SIMSIK M.J., 2008 – "The roles of power and conventional wisdom in biodiversity loss on the Malagasy highlands". In Kaufmann J.-C. : *Greening the Great Red Island: Madagascar in Nature and Culture*, Pretoria, Africa Institute of South Africa : 137-156.

SODIKOFF G., 2007 – An exceptional strike: a micro-history of "people versus park" in Madagascar. *Journal of Political Ecology*, 14 : 10-33.

SODIKOFF G., 2009 – The low-wage conservationist: biodiversity and perversities of value in Madagascar. *American Anthropologist*, 111, 4 : 443-455.

STILLE A., 2002 – *The Future of the Past: the Loss of Knowledge in the Age of Information*. London, Picador.

SUSSMAN R.W., GREEN G.M., SUSSMAN L.K., 1994 – Satellite imagery, human ecology, anthropology and deforestation in Madagascar. *Human Ecology*, 22, 3 : 333-354.

TEYSSIER A., 1995 – La gestion des terroirs, a review of the franco-phone concept, and a case study of its application. University of Reading, *The Rural Extension Bulletin*, 7 : 43-48.

VAYDA A.P., WALTERS B.B., 1999 – Against political ecology. *Human Ecology*, 27, 1 : 167-179.

VERMA R., 2007 – "At work and play in the 'fishbowl': gender relations and social reproduction among development expatriates in Madagascar". In Coles A., Fechter A.M. : *Beyond the Incorporated Wife: Gender and Social Reproduction Among Mobile Professionals*, London, Routledge.

VERMA R., 2009 – *Power, culture, and development disconnect in the central highlands of Madagascar*. PhD, School of Oriental and African Studies, London.

WALKER P.A., 2007 – Political ecology: where is the politics? *Progress in Human Geography*, 31, 3 : 1-7.

WALSH A., 2005 – The obvious aspects of ecological underprivilege in Ankarana, northern Madagascar. *American Anthropologist*, 107, 4 : 654-665.

WATTS M.J., 1983 – *Silent Violence*. Berkeley, University of California Press.

WHITESIDE K.H., 2002 – *Divided Natures: French Contributions to Political Ecology*. Cambridge, MIT Press.

ZIMMERER K.S., BASSETT T.J., 2003 – *Political Ecology: an Integrative Approach to Geography and Environment-Development Studies*. New York, Guilford Press.